

POLITIQUE

redaction@sonapresse.com



Communiqué final du Conseil des ministres



Le Conseil des Ministres s'est tenu à Libreville ce mercredi 11 août 2021, à partir de 10 heures, par visioconférence, sous la Haute Présidence de Son Excellence Ali BONGO ONDIMBA, Président de la République, Chef de l'Etat.

A l'ouverture des travaux, s'adressant aux membres du Gouvernement, le Président de la République, Chef de l'Etat, Son Excellence Ali BONGO ONDIMBA, a fermement instruit le Gouvernement à plus de célérité dans la mise en oeuvre des politiques publiques et des projets rattachés à leurs départements Ministériels respectifs.

En effet, pour le Chef de l'Etat, les attentes des populations gabonaises sont de plus en plus fortes et légitimes. Aussi, des solutions rapides et effectives doivent être apportées dans les meilleurs délais pour répondre à leurs préoccupations.

Sur un tout autre plan, le Conseil des Ministres s'est félicité de la participation du Président de la République, Chef de l'Etat, Son Excellence Ali BONGO ONDIMBA, à la 19ème

Session Ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale (CEEAC) dont les Travaux se sont tenus le vendredi 30 juillet 2021, par visioconférence.

En effet, ladite Session présidée par Son Excellence Monsieur Denis SASSOU-NGUESSO, Président de la République du Congo, Président en Exercice de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale, a vu la participation de l'ensemble des Etats représentés au plus haut niveau ainsi que la présence du Président de la Commission de la CEEAC.

Au cours de ces assises, plusieurs sujets ont été abordés, parmi lesquels :

- la situation politique et sécuritaire en République Centrafricaine, dans les régions du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et de l'Extrême-Nord du Cameroun, dans la partie orientale de la RDC ainsi que les actions des bandes armées dans le Bassin du Lac Tchad et les menaces terroristes au Sahel ;

- l'impact négatif de la pandémie de la COVID-19 sur les économies des Etats membres et ses conséquences sur les conditions sociales des populations ;

- Les mesures d'accompagnement au processus de transition en cours au Tchad à la suite du décès brutal du Maréchal Idriss DEBY ITNO.

Au regard des situations sécuritaires préoccupantes, la Conférence a instruit la Commission d'engager la convocation d'une Session Extraordinaire du Comité Technique Spécialisé sur la Défense, la Sureté et la Sécurité du COPAX. Aussi, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEEAC a-t-elle adopté dix-sept (17) décisions permettant l'accélération du processus de mise en oeuvre de l'intégration régionale en Afrique Centrale et les mesures garantissant l'effectivité du plan stratégique indicatif à moyen terme 2021-2025 pour une atteinte des objectifs de la Communauté.

AU TITRE DES PROJETS DE TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES

MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES

Sur présentation de Monsieur le Ministre, le Conseil des Ministres a adopté le projet de décret portant réorganisation de la Direction Générale du Droit de la Mer.

Le présent projet de décret vise à doter la Direction Générale du Droit de la Mer d'un cadre juridique en phase avec les missions qui lui sont dévolues et issues de la Convention des Nations Unies sur le Droit de la Mer, adoptée à Montego-bay en 1982 et ratifiée par le Gabon le 11 mars 1998.

A ce titre, la Direction Générale du Droit de la Mer, a pour mission de veiller à l'harmonisation des textes nationaux avec les dispositions pertinentes de la Convention des Nations-Unies sur le Droit de la Mer, de veiller à l'application des Accords et Traités signés dans le domaine maritime et de conduire la coopération dans le domaine maritime.

MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE

Au terme de la présentation de Monsieur le Ministre, le Conseil des Ministres a approuvé le projet de décret portant création de la Médaille Commémorative des Opérations Extérieures.

En effet, afin de permettre aux Forces de Défense de bénéficier d'une distinction de reconnaissance qui rend hommage aux missions effectuées par des militaires en opérations extérieures sous mandat de l'Union Africaine ou des Nations Unies, ladite Médaille a été créée pour des militaires en opérations de maintien de la paix sur tous les théâtres.

MINISTRE DE LA JUSTICE, GARDE DES SCEAUX, CHARGE DES DROITS DE L'HOMME

Au terme de la présentation de Madame le Ministre, le Conseil des Ministres a entériné le projet de loi fixant les conditions d'exercice de la profession d'huissier de justice en République Gabonaise.

Ce projet de loi participe de l'amélioration et de l'actualisation des conditions d'exercice des professions juridiques et judiciaires et de la consolidation de l'état de droit dans notre pays.

Il vise un double objectif :

- doter les huissiers de justice d'un cadre juridique qui leur permet d'exercer leur profession dans des conditions optimales en phase avec les évolutions de la loi n°11/70 du 17 décembre 1970 portant statut des huissiers de justice en République Gabonaise ;

- formaliser un certain nombre d'obligations et de droits liés à la profession d'huissier de justice, à la clarification de certains éléments rattachés au statut des professionnels de ce secteur ainsi qu'aux conditions d'exercice y relatives.

MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, DU TRANSFERT DE TECHNOLOGIE, DE L'EDUCATION NATIONALE, CHARGE DE LA FORMATION CIVIQUE

Monsieur le Ministre a présenté au Conseil des Ministres, qui l'a adopté, le projet de décret portant réorganisation du Secrétariat d'Orientation Scolaire, Universitaire et Professionnelle.

Pris conformément aux dispositions de la loi n° 21/2011 du 14 février 2012 portant Orientation Générale de l'Education, de la Formation et de la Recherche, le Secrétariat d'Orientation Scolaire, Universitaire et Professionnelle (SOSUP) est un organe de service public qui a pour mission d'accompagner les élèves, les étudiants et les adultes dans leur projet scolaire, universitaire et professionnel.

Aussi, ce projet de décret a-t-il pour objet de redéfinir les missions et l'organisation des différentes structures qui composeront désormais le Secrétariat d'Orientation Scolaire, Universitaire et Professionnelle, en vue d'adapter l'orientation des élèves dès la classe de sixième et des étudiants au marché de l'emploi tout en tenant compte des besoins de développement de la Nation.

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DE LA RELANCE

Sur présentation de Madame le Ministre, le Conseil des Ministres a adopté le projet de décret portant création, attributions, organisation et fonctionnement du Comité de Coordination des Politiques Nationales de lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement du terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive.

La création du Comité de Coordination des Politiques Nationales de lutte contre le blanchiment des capitaux, le Financement du Terrorisme et la Prolifération des armes de destruction massive est rendu nécessaire afin de permettre à notre pays de se conformer à la Réglementation de la CEMAC et, au-delà, aux normes internationales en la matière et particulièrement aux recommandations émises par le Groupe d'Action Financière (GAFI).

Ce texte concrétise la volonté du Gouvernement d'assurer pleinement l'efficacité de son dispositif de lutte contre les fléaux que constitue le blanchiment des capitaux, le financement du terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive.

MINISTRE DE LA SANTE

Monsieur le Ministre a présenté au Conseil des Ministres, qui les a entérinés, deux (2) projets de d'Ordonnance.

1)- Pris en application des dispositions de l'article 52 de la Constitution et, conformément aux dispositions de la loi n° 026/2021 autorisant le Président de la République à légiférer par ordonnance pendant l'intersession parlementaire, le premier projet d'ordonnance porte création, missions et

organisation du Centre Hospitalier Universitaire Amissa BONGO.

En effet, de par sa proximité avec l'Université des Sciences et Techniques de Masuku (USTM), le Centre International de Recherche de Franceville (CIRMF), et l'Ecole Doctorale de Franceville, le Centre Hospitalier Universitaire Amissa BONGO, ci-après désigné CHUAB, est appelé à coordonner la mise en place de passerelles d'échanges, notamment en matière de recherche, d'innovation dans les technologies médicales et de formations spécialisées dans le domaine de la maintenance du plateau technique. Ainsi la création, dans notre pays de ce pôle d'excellence, rentre dans le cadre de la modernisation de notre offre de soins et de l'amélioration de la performance de notre système de santé.

2)- le second projet d'ordonnance porte prorogation des mesures de prévention, de lutte et de riposte contre la COVID-19. Pris en application des dispositions de l'article 52 de la Constitution, celles de l'article 6 de l'Ordonnance n° 00007/2020 portant modification de certaines dispositions de la loi n° 003/2020 du 11 mai 2020 fixant les mesures de prévention, de la lutte et de riposte contre les catastrophes sanitaires, ratifiée par la loi n° 24/2020 et, conformément aux dispositions de la loi n° 026/2021 autorisant le Président de la République à légiférer par ordonnance pendant l'intersession parlementaire proroge lesdites mesures de prévention, de lutte et de riposte contre la COVID-19 pour une durée de 45 jours.

MINISTRE DU PETROLE, DU GAZ ET DES MINES

Au terme de la présentation de Monsieur le Ministre, le Conseil des Ministres a entériné le projet de décret fixant les modalités de mise en oeuvre des objectifs du contenu local dans le secteur des hydrocarbures.

Ce projet de décret matérialise la vision du Président de la République, Chef de l'Etat, de placer l'entrepreneuriat national au coeur de la croissance économique de notre pays.

Il a, entre autres, pour objectifs de :

- combler un vide juridique par l'adoption d'un texte qui régleme la politique nationale en matière de contenu local ;

- réserver certaines activités du secteur des hydrocarbures exclusivement aux entreprises détenues par des nationaux ;

- d'exiger des sociétés pétrolières d'accompagner techniquement et financièrement les entreprises locales dans l'exécution des marchés à forte technicité ;

- favoriser la création d'emplois directs et indirects pour les gabonais dans le secteur des hydrocarbures.

EN MATIERE DE POLITIQUE GENERALE

MINISTRE DE LA COMMUNICATION ET DE L'ECO-

NOMIE NUMERIQUE

Monsieur le Ministre d'Etat a présenté au Conseil des Ministres, qui en a pris acte, la communication relative au Réseau Africain Unique, notamment le nouveau projet phare « Réseau Africain Unique » confié à notre pays, en plus du projet « Développement de l'Industrie des TIC » au sein de l'Alliance SMART AFRICA.

L'alliance SMART AFRICA créée par des Etats africains en 2013, vise à assurer un accès abordable aux larges bandes et aux TIC, à travers la construction des infrastructures de télécommunications, en vue d'interconnecter tous les pays africains.

MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES

Sur présentation de Monsieur le Ministre, Le Conseil des Ministres a marqué son accord aux demandes d'agrément de leurs Excellences Messieurs :

- Alexis LAMEK, en qualité d'Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire, Haut Représentant de la République Française près la République Gabonaise, avec résidence à Libreville ;

- Rui Fernando Sucena do Carmo, en qualité d'Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire du Portugal au Gabon avec résidence à Sao Tomé et Principe.

Le Conseil des Ministres a également approuvé la nomination de Madame Wilhelmina Van de Ven, en qualité de Consul Honoraire des Pays-Bas à Libreville.

MINISTRE DE LA CULTURE ET DES ARTS

Le Conseil des Ministres a pris acte de la présentation de Monsieur le Ministre relative à la commémoration de la Journée nationale du Drapeau, le lundi 09 août 2021.

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DE LA RELANCE

Madame le Ministre a présenté au Conseil des Ministres, qui l'a approuvé, la communication relative à la transmission à Oslo, de la candidature du Gabon, à la réintégration à l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE).

MINISTRE DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS DES PARTENARIATS PUBLICS-PRIVES, CHARGE DE L'AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES.

Au terme de la présentation de Madame le Ministre, le Conseil des Ministres a entériné la feuille de route des réformes Doing Business 2021-2023 (Plan d'Accélération de Transformation), portant essentiellement sur les réformes et indicateurs suivants :

- création des entreprises ;
- octroi du permis de construire ;
- raccordement à l'électricité ;
- transfert de propriété ;
- paiement des impôts ;
- commerce transfrontalier ;
- justice commerciale.

L'objectif dudit plan vise à améliorer, à l'horizon 2025, le positionnement de notre

redaction@sonapresse.com

pays dans l'index de la Banque Mondiale.
Enfin le Conseil des Ministres a entériné les mesures individuelles dont les plus importantes sont les suivantes :

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

SECRETARIAT GENERAL

- Conseiller du Président de la République :
- M. Paul-Emmanuel Cédric IVALA.
- Attachés de Cabinet à la Présidence de la République :
- M. King Arthur MASSASSA LOURY.

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

- Conseillers du Président de la République :
- MM. :
- Estive MOUWENDJI ;
- Justin AKUE.
- Chargée de Mission du Président de la République : Mme Marion Germaine GAL-LIE WORA.

Par ailleurs, Monsieur Luc OYOUBI, précédemment Conseiller Politique du Président de la République, élu Sénateur, est remis à la disposition de son administration d'origine.

PRIMATURE

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

- Direction du Suivi et de l'Evaluation des Politiques Publiques
- Conseiller-Directeur : M. Herman MAÏSSA.
- Conseiller Chef de Service des Evaluations des Politiques Publiques : Mme Marlène NSE OBIANG, confirmée.
- Conseiller Chef de Service Assistance à la Mise en Oeuvre des Politiques : M. Yves Thierry BOUYONG EDIMA.

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

CABINET DU MINISTRE

- Conseillers aux Affaires Politiques, Paix et Sécurité : M. Alfred MOUNGARA.
- Aide de Camp : Brigadier-Chef Major Djose Petit BOUTAMBA, en remplacement de Maréchal des Logis Chef Major Jean Maxime NDZIBE NDONG, remis à la disposition de son corps d'origine.
- Agent de Sécurité : Gardien de la Paix en classe exceptionnelle Godwill Clyd OKOUMBA, en remplacement de M. Patrick SABOUBANGA, Maréchal de Logis Chef, remis à la disposition de son corps d'origine.

SERVICES EXTERIEURS

MISSION PERMANENTE DU GABON AUPRES DES NATIONS UNIES - NEW YORK :

- Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire, Représentant Permanent de la République Gabonaise auprès des Nations Unies à New York : M. : Michel Xavier BIAN, Ministre Plénipotentiaire, confirmé.
- Ambassadeur Représentant Permanent Adjoint, chargé de la Coordination des Affaires Politiques : Mme Lilly Stella MOUDZIHI BIRRA épouse NGYEMA NDONG, Conseiller des Affaires Etrangères, précédemment Premier Conseiller auprès de la Mission Permanente des Nations Unies à New York, en remplacement de M. Franklin Joachim MAKANGA, rappelé.
- Ambassadeur Représentant Permanent Adjoint, chargé du Développement durable, des Changements Climatiques et de l'Environnement : Mme Aurélie Flore KOUMBA PAMBO épouse MOLOUBA LIKONDO, chargée de Recherches CAMES, précédemment Conseiller Scientifique du Secrétaire Exécutif de l'ANPN.
- Ambassadeur, Représentant Permanent Adjoint : Mme Allegra Pamela BONGO, Conseiller des Affaires Etrangères, Précédemment Premier Conseiller à la Délégation de la République Gabonaise auprès de l'UNESCO à Paris ;
- Ambassadeur, Représentant Permanent Adjoint : Mme Edwige KOUMBY MISSAMBO, Conseiller des Affaires Etrangères, Précédemment Premier Conseiller auprès de l'Office des Nations Unies à Genève ;

- Premier Conseiller : M. Jean Pierre Hemery DOUMBENENY-NDZIGNA, Précédemment Conseiller auprès de la Mission Permanente auprès de l'ONU à New York, en remplacement de Madame Lilly Stella MOUDZIHI BIRRA épouse NGYEMA NDONG ;

- Conseiller Chargé des Questions Juridiques, des Elections dans le Système International et des Questions Politiques Spéciales : Mme. Annette OGOUMBA Epouse ONANGA, Précédemment Conseiller Juridique à la Mission Permanente auprès de l'ONU à New York ;
- Conseiller Chargé des Questions du Maintien de la Paix et des Affaires Humanitaires : Mme. Rita Nanette KABANGOYE ANKASSA, Conseiller des Affaires Etrangères, en remplacement de M. William NYAMA, appelé à d'autres Fonctions.

- Conseiller Chargé des Programmes des Agences des Nations Unies et de l'Autorité des Fonds Marins : Mme Léa Berthiana BOUANGA AYOUNE, Conseiller des Affaires Etrangères ;
- Conseiller Chargé des Questions Relatives aux Droits de l'Enfant et des Jeunes : M. Christophe NANGA, confirmé ;

- Conseiller Chancelier Chargé des Questions Economiques et Financières : Mme. Prisca OYE, Conseiller des Affaires Etrangères, en remplacement de Madame Rolande MENGUE Epouse OLOMO, rappelée.
- Deuxième Conseiller, chargé du Protocole : M. Hans DIABA, Secrétaire des Affaires Etrangères, confirmé ;
- Deuxième Conseiller, Secrétaire Particulière du Chef de Mission Diplomatique : Mme. Rosalie VANE-PUJOL, Assistante de Direction.

Par ailleurs, les personnels diplomatiques ci-après sont rappelés :

- M.M. :
- Pierre ONIANE NGUEMA ;
- Blanchard ONANGA NDJILA.

DELEGATION PERMANENTE DU GABON AUPRES DE L'UNESCO

- Premier Conseiller : Mme Joan Dana MAMBOUNDOU, précédemment Conseiller à la Direction Permanente du Gabon auprès de l'UNESCO à Paris, en remplacement de Madame Allegra Pamela BONGO, appelée à d'autres fonctions.

MISSION PERMANENTE DU GABON AUPRES DES NATIONS UNIES A GENEVE

- Premier Conseiller : M. William NYAMA, précédemment Conseiller à la Mission Permanente du Gabon auprès des Nations Unies à New York, en remplacement de Madame Edwige KOUMBY MISSAMBO, Conseiller des Affaires Etrangères, appelée à d'autres fonctions.

- Conseiller Chargé des Questions de Commerce et de Développement : M. Jacques Edmond MABIALA PASSY, Administrateur civil.

- Conseiller Chargé des Questions de Télécommunications et du Numérique : Mme Syntilla LIKOULI, Ingénieur des Télécommunications.

AMBASSADE DU GABON PRES LE ROYAUME-UNI DE GRANDE BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

Les Personnels diplomatiques ci-après sont rappelés :

- M. Lié Patrick MOUVOGNY, précédemment Conseiller chargé de la Communication à l'Ambassade du Gabon près le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord ;
- Mme Ruth ABESSOLO NDONG épouse MOUVOGNY, précédemment Deuxième Secrétaire à l'Ambassade du Gabon près le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord ;

MINISTERE DE L'EMPLOI, DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TRAVAIL ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

AGENCE NATIONALE DE LA FORMATION ET D'ENSEI-

GNEMENT PROFESSIONNELS

DIRECTION DE LA FORMATION, EXAMENS ET CONCOURS

- Chef de Service Formation en Entrepreneuriat : Mme Audrey Raïssa NZIENGUI ;
- Par ailleurs, il est mis fin au mandat, arrivé à terme, des administrateurs du Conseil d'Administration de l'Agence Nationale de Formation et d'Enseignement Professionnels.

MINISTERE DU TOURISME

CABINET DU MINISTRE

- Conseiller Juridique : Mme Liza Stenie MAGNANA KOUNDI.
- Secrétaire de Cabinet : Mme Bernice Daika Véronique LINGOUMA MYTOULOU.

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DE LA RELANCE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE ET DE LA POLITIQUE FISCALE

DIRECTION GENERALE

- Directeur Général Adjoint : M. Lambert OTO'O NGOUA.
- Secrétaire Particulière : Mme Edna BAYIMBA.
- Secrétaire de Cabinet : Mme Romaine NTSIRI.
- Chef de Service Informatique : M. Ulrich MEZUI M'ENGONGA.
- Chef du Service courrier : M. Félicien Farlane NGANI.
- Chargé d'Etudes du Directeur Général : MM. :

- Cyrille BIBANG ;
- Martial MBA BISSEGHE ;
- Ghislain ILOUGOU ;
- Mmes :
- Yolande MOUBELOU ;
- Grace Myrna MOUTSINGA PONCY.

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES ET DES MOYENS

- Directeur : M. Pascal DIENZIE.
- Directeur Adjoint : M. Joseph TCHINGA.
- Chef de Service du Personnel et de la Formation : M. Florent MANEMBE.
- Chef de Service du Budget et du Matériel : M. Narcisse RAPONDA.
- Chef de Service des Affaires Sociales : Mme Aurélie SAFOU.

DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ANALYSES ECONOMIQUES

- Directeur : Mme Julie Sandrine NTSAME.
- Chef de Service des outils et Méthodes : M. Albin MOKAMBO.
- Chef de Service de Prévision Economique : Mme Stéphanie Josiane AVOME NGUEMA.
- Chef de Service du Suivi des Agrégats Economiques : M. Dan Romaric OBOUMANDZOGO.
- Chef de Service des Enquêtes et des Etudes Sociales : Mme Ritha NGANDOU.

DIRECTION DES INSTITUTIONS FINANCIERES

- Directeur : M. : Anicet OGANDAGA.
- Directeur Adjoint : M. Justin NANG ONDO.
- Chef de Service des Banques et Assurances : M. Aldrin Jules BANGUEBE.
- Chef de Service des Marchés Financiers et de la Réglementation des Changes : M. Christophe LEKOUGHA OYOUOMI.
- Chef de Service de la Microfinance : Mme Raïssa NSTAME.
- Chef de Service de la Brigade de Contrôle : M. Béchir LÉBOUBA MAHAMAT.

DIRECTION DES PROGRAMMES SECTORIELS

- Directeur : M. Eric IKAPI.
- Chef de Service du Secteur Primaire : M. Didier OBAME NANG.
- Chef de Service du Secteur Secondaire : Mme. Jéralde BOUPANA.
- Chef de Service du Secteur Tertiaire : Mme. Clarisse LEKOGO.
- Chef de Service Promotion de l'Economie Provinciale : Mme. Chimène ESSENG MEZUI.

DIRECTION DES SYNTHES ET DE LA PROMOTION

ECONOMIQUE

- Directeur : Mme Juliette NZIENGUI Epse. LOUEMBA BAYONNE.
- Directeur Adjoint : M. Roger MOULOUNGUI.
- Chef de Service de Promotion Economique : Mme. Sidonie MIKILOU WIDAH épouse YOSSANGOYE.
- Chef de Service des Synthèse Economiques et Sociales. M. Patrick Renaud LOUEMBA.
- Chef de Service de l'Information et de la Publication : M. Judicaël MBADINGA BISSAGOU.

DIRECTION DE LA POLITIQUE FISCALE

- Directeur M. Claude Thierry KOUMBA.
- Directeur Adjoint : Mme. Amélie ANGUE MINKO.
- Chef de Service de la Fiscalité Intérieure : M. Jean de Dieu MOUSSODOU.
- Chef de Service de la Fiscalité Douanière : M. NGUELE DIBA.
- Chef de Service Fiscalité Internationale : M. Ike Médéric OBAME LONGIN.

MINISTERE DU PETROLE, DU GAZ, ET DES MINES SOCIETE EQUATORIALE DES MINES (SEM)

- Directeur Général : M. Elvis OSSIDJI.
- Par ailleurs, Mme Patricia OUSSOU, précédemment Directeur des Investissements, est remise à la disposition de son administration d'origine.

MINISTERE DU BUDGET ET DES COMPTES PUBLICS CAISSE DES PENSIONS ET DES PRESTATIONS FAMILIALES (CPPF)

- Conseiller Juridique : M. Calvin Precili NTCHIBAT.

MINISTERE DES TRANSPORTS

CABINET DU MINISTRE

- Directeur de Cabinet : M. Landry NDOUMATSEYI BOTONGOYE.
- Conseiller Juridique M. Olivier MINKO M'EVOUNA.
- Conseiller en Communication : Mme Marie Clotilde BINGOUMA.
- Conseiller chargé des Transports Terrestres et Ferroviaires : M. Didier PENDJE.
- Conseiller Financier : Mme Annie Laure MATSEMBA.
- Conseiller Administratif, chargé des Relations avec les partenaires sociaux : M. David BOUNDOKOU.
- Secrétaire Particulière du Ministre : Mme Corine MEZENE M'EYEGHEZOK épouse ELLA OVONO.
- Secrétaire Particulière du Directeur de Cabinet : Mme Hortense MAGNAGNA.
- Secrétaires de Cabinet :

- Mmes :
- Laetitia NIONGUI TSONO épouse OLIMBO ;
- Christobelle MAYOYA MOUMBANGA.
- Chargés de Missions :
- Mme Paulette LIWEGHA épouse BEM-BANGOYE ;
- M. Martin NDAMBO.
- Chargés d'Etudes :

- Mmes :
- Cyrielle-Claudia OSSIELE AFOUNOUNA ;
- Marjoleine MAYOMBAUT.
- Chargé de Protocole : Mme Whitney Whispie LOUTELO MOUSSANGOYE.
- Aide de Camp : Brigadier-Chef Major Thierno YUBI MABENGOU.
- Agents de Sécurité :
- Brigadier Fabrice Roland NDEME ND-JOBE ;
- Brigadier John MITSIAKA SINGOU.
- Chauffeur Particulier du Ministre : M. Nicaise Maxime VIGAN COSI.

MINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME SOCIETE NATIONALE IMMOBILIERE (SNI)

- Conseiller du Directeur Général : Mme Arielle Naila AGNEGHE.